

### **Développement économique durable**

Le communiqué publié à l'issue de la réunion des chefs de gouvernement qui avait lieu à Chypre en 1993 affirmait le caractère interdépendant et complémentaire de la démocratie, du développement et des droits de la personne. Le Secrétariat consacre le gros de ses ressources aux activités de développement économique, principalement par la voie du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique. La contribution du Canada à ce chapitre pour 1995-1996 s'élève à 11,6 millions \$.

Les chefs de gouvernement profiteront de leur réunion d'Auckland pour étudier la question du renforcement de la capacité du Commonwealth à contribuer au développement durable de l'économie dans un contexte international d'appauvrissement des ressources.

### **Recherche de consensus**

Le Commonwealth peut se prêter à la quête de consensus, lesquels peuvent alors être transposés dans d'autres organisations internationales. À part les Nations Unies, il est l'institution la plus vaste et la plus représentative de la diversité du monde actuel et il a fait la preuve de sa capacité à rallier des opinions et des convictions différentes.

Le Commonwealth contribue ainsi à élargir les discussions internationales touchant la protection de l'environnement, le trafic des stupéfiants, le blanchiment de l'argent et l'allègement des dettes publiques. Ses campagnes contre le trafic des drogues et le blanchiment de l'argent — thèmes de conférences sous ses auspices à Colombo et à Vanuatu en 1995 — devraient soutenir les efforts déployés par d'autres instances internationales pour combattre ces problèmes.

Les chefs de gouvernement débattront en outre l'importance de réformer les Nations Unies et d'autres institutions internationales, ce qui a fait l'objet de vives discussions au sommet des sept pays les plus industrialisés (G-7) qui a eu lieu à Halifax en juin dernier. Le G-7 a convenu qu'il fallait en priorité procéder à un vaste examen des institutions qui régissent les relations monétaires et économiques et soutiennent le développement durable : le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les autres banques multilatérales de développement, l'Organisation mondiale du commerce, la Banque des règlements internationaux, l'Organisation de coopération et de développement économiques et les institutions économiques des Nations Unies.

Au sommet de Halifax, on a réuni les premiers appuis nécessaires en faveur du renouvellement et du renforcement du système multilatéral. Les délibérations des chefs de gouvernement à Auckland donneront sans doute plus d'ampleur au mouvement.